

*Air Canada*

Les raisons d'intérêt public qui ont motivé la création d'Air Canada sont toujours valables aujourd'hui. Si je soulève la question de savoir s'il continue d'y avoir des raisons d'intérêt public pour garder Air Canada, c'est surtout parce que nous voulons poser la question suivante: «Pourquoi le gouvernement vend-il Air Canada?». L'une des questions cruciales que nous nous posons est de savoir si le gouvernement a raison de dire qu'il n'y a plus de raison d'ordre public de conserver Air Canada dans le secteur public comme service d'utilité publique.

La raison initiale qui a motivé la création d'Air Canada, et qui est toujours valable aujourd'hui, c'est que notre pays avait besoin de moyens de transport. Il était nécessaire de lier et d'unir notre pays. Cette utilité et cette raison fondamentales s'appliquent non seulement au transport aérien, et donc à l'existence d'Air Canada, mais elles s'appliquent et se sont appliquées également tout au long de l'histoire de notre pays aux autres moyens de transport, notamment à la construction de la route trans-canadienne. Quand vint le temps de la construire, on ne s'est pas demandé si cela pouvait se faire par le secteur privé, ou bien si la construction d'une route allant d'un océan à l'autre n'instaurerait pas une concurrence déloyale avec les chemins de fer du secteur privé puisque les camions emprunteraient cette route. On n'a rien dit de tel. On a dit qu'il fallait cimenter le pays. Il est important d'avoir un Canada uni. Un des moyens de bâtir le Canada est de doter le pays de bons systèmes de transport et de communications.

● (1240)

Air Canada a pour utilité publique d'unir le pays, de lier entre elles non seulement les grandes villes mais aussi les petites localités et les localités isolées. Nous voulons lier ces localités ensemble grâce à des moyens modernes de transport, dont le transport aérien. Ce raisonnement a convaincu le gouvernement dans le passé, il devrait le convaincre aujourd'hui.

L'un des moyens qui nous ont permis de bâtir le Canada a été de construire un chemin de fer qui unisse le pays d'un océan à l'autre. Non seulement la grande majorité des Canadiens ont accepté l'utilité d'un réseau de transport ferroviaire national tendant à unir le pays, mais également le parti conservateur de l'époque, les ancêtres politiques des dinosaures d'en face, ont accepté le raisonnement en question. En fait, c'est Sir John A. Macdonald qui a donné forme au rêve en question et qui a déclaré que nous souhaitions donner naissance à un nouveau pays dans la partie septentrionale du continent nord-américain. L'un des éléments essentiels nécessaires pour bâtir notre pays, résidait dans un réseau national de transport. A l'époque, il s'agissait des chemins de fer, mais Sir John A. Macdonald a eu la prévoyance de s'apercevoir qu'il fallait bâtir notre nation et que c'est le secteur public qui devait s'en charger. La raison fondamentale en question demeure à l'heure actuelle. Elle s'applique non seulement aux chemins de fer et au réseau routier, mais également aux lignes aériennes et aux transports aériens.

Le gouvernement se lance dans l'américanisation du Canada. Il tente de réduire notre pays à un marché, à un centre d'achats, à une pâle imitation du rêve américain. Il abandonne le rêve canadien dont la réalisation avait été entreprise

par le parti conservateur et Sir John A. Macdonald. Il ne suffit pas de s'inquiéter simplement de savoir s'il existait une juste concurrence entre les diverses lignes aériennes. C'est là une préoccupation légitime. Personne ne veut d'une concurrence déloyale, crainte que le ministre a exprimée. Cependant, il y a lieu également de s'inquiéter de l'intérêt public, de la nécessité de bâtir notre pays. C'est là la position de notre parti. Il veut bâtir notre pays, l'unir, et il se préoccupe du sort des habitants des petites localités qui font autant partie de notre nation que ceux qui vivent à Toronto, Montréal et Vancouver. C'est l'avenir de notre nation qui nous intéresse.

Nous prétendons qu'Air Canada, à l'instar des chemins de fer et de la route transcanadienne, joue un rôle dans l'essor de notre pays. Cette entreprise publique rentable doit poursuivre ses activités en ce sens. Il ne faut pas mettre un prix sur tout. Il ne s'agit pas d'affirmer que seuls ceux qui ont suffisamment d'argent pourront profiter de services, qu'une localité donnée ne pourra faire partie intégrante du pays que si elle peut subvenir à ses besoins. Nous sommes tous des Canadiens. Il est raisonnable et nécessaire de pouvoir compter sur une compagnie aérienne nationale qui peut utiliser une partie des profits qu'elle réalise dans les régions peuplées du pays, sur les liaisons aériennes rentables, afin de subventionner le transport vers certaines régions plus éloignées du pays. Tous les Canadiens devraient partager le fardeau financier relié à la prestation de services de communications.

La création de la société Air Canada devait servir à unir notre pays, à favoriser l'essor du Canada, et cela est toujours vrai à l'heure actuelle. On aurait tort d'abandonner la société Air Canada tout à coup, du simple fait que le parti conservateur renie ses propres racines idéologiques et choisit de suivre la voie du conservatisme américain, en faisant passer les lois du marché avant toute autre chose. On en arrive à la conclusion fondamentale que la présence d'Air Canada dans le secteur public favorise l'essor de notre pays. Si c'est dans l'intérêt public, afin que les transports aériens puissent contribuer à la vigueur de notre nation, comment se fait-il que le gouvernement cherche à vendre la société Air Canada? Est-ce à la demande de la population? Les citoyens d'un bout à l'autre du pays réclament-ils tous que l'on vende cette société?

L'autre jour, le gouvernement a trouvé dans ses dossiers un sondage d'opinion publique qui semblait démontrer que la majorité des Canadiens seraient en faveur de la vente d'Air Canada. Permettez-moi de dire que, d'après les nombreux sondages d'opinion publique dont la presse canadienne fait état presque chaque jour, la majorité des Canadiens préfèrent que la société Air Canada reste dans le secteur public. Je n'ai pas entendu dire que les Canadiens veulent qu'on vende Air Canada, au contraire. Rien n'indique que les Canadiens soient sur le point de faire pression sur le gouvernement canadien pour qu'il vende Air Canada. Je dirais plutôt que la plupart des Canadiens ne veulent rien changer à la situation de la société Air Canada; ils préfèrent qu'elle reste ce qu'elle est, soit une société publique et rentable qui sert les intérêts de la population, au lieu de la voir transformée en entreprise strictement commerciale dont le seul but est de faire de l'argent.